



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association A.P.E.D. l'Espoir

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association A.P.E.D. l'Espoir

1 Impasse du Petit Moulin / B.P. 21087 - 95340 PERSAN

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Association A.P.E.D. l'Espoir

1 Impasse du Petit Moulin / B.P. 21087 - 95340 PERSAN

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association A.P.E.D. l'Espoir,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association A.P.E.D. l'Espoir relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris la Défense, le 13 juin 2025

KPMG SA

Géraldine
Roosen
2025.06.13
20:46:03
+02'00'

Géraldine Roosen

Commissaire aux comptes

ACTIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024			Exercice N - 1
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	01/2023 - 12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	166 473.05	93 565.40	72 907.65	15 799.21
Frais de recherche et de développement	39 133.35	39 133.35		
Concessions, brevets, licences, marques, ...	166 694.98	159 606.82	7 088.16	15 163.29
Autres immobilisations incorporelles	415 727.40	194 381.11	221 346.29	153 463.57
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 803 676.93	398 503.84	1 405 173.09	1 429 198.33
Constructions	47 977 621.89	21 959 656.93	26 017 964.96	27 547 017.71
Installations techniques, matériels et outillage	1 954 963.57	1 657 499.12	297 464.45	371 545.52
Autres immobilisations corporelles	4 461 426.57	3 204 918.47	1 256 508.10	1 221 087.56
Immobilisations corporelles en cours	202 343.89		202 343.89	112 274.67
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	11 847.56		11 847.56	11 847.56
Autres titres immobilisés	151 929.49		151 929.49	148 299.24
Prêts	13 412.63	38.99	13 373.64	13 373.64
Autres immobilisations financières	26 039.69		26 039.69	23 189.69
ACTIF IMMOBILISE - Total I	57 391 291.00	27 707 304.03	29 683 986.97	31 062 259.99
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	94 436.57		94 436.57	93 212.58
Avances et acomptes	10 168.11		10 168.11	19 599.74
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 432 356.93	11 843.16	1 420 513.77	1 211 132.22
Autres créances	1 500 028.30		1 500 028.30	442 997.14
Disponibilités	18 010 027.73		18 010 027.73	13 970 730.47
Charges constatées d'avance	(1 128.00)		(1 128.00)	(8 793.59)
ACTIF CIRCULANT - Total II	21 045 889.64	11 843.16	21 034 046.48	15 728 878.56
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	78 437 180.64	27 719 147.19	50 718 033.45	46 791 138.55

BILAN ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : CONSO - DOSSIER DE CONSOLIDATION

En Euro
(Provisoire)

Compensation sur comptes individuels

PASSIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	463 431.91	463 431.91
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	18 216 585.49	16 795 095.49
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>15 975 119.36</i>	<i>14 553 629.36</i>
Autres réserves	415 987.85	415 987.85
Report à nouveau	(2 623.32)	374 000.29
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>1 283 867.25</i>	<i>1 603 203.44</i>
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	<i>(213 606.72)</i>	<i>(306 249.32)</i>
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	<i>(1 072 883.85)</i>	<i>(922 953.83)</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	4 704 205.89	1 127 834.74
Situation nette (sous total)	23 797 587.82	19 176 350.28
Subventions d'investissement	1 373 994.03	1 435 316.03
Provisions réglementées	6 631 074.96	6 523 754.36
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	31 802 656.81	27 135 420.67
FONDS REPORTEES ET DEBIES		
Fonds dédiés	1 102 106.67	1 102 409.75
FONDS REPORTEES ET DEBIES - Total II	1 102 106.67	1 102 409.75
PROVISIONS		
Provisions pour charges	217 755.38	217 635.38
PROVISIONS - Total III	217 755.38	217 635.38
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	14 078 553.57	15 037 599.08
Emprunts et dettes financières diverses	2 300.00	2 300.00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	849 157.95	772 689.68
Dettes fiscales et sociales	2 291 942.93	2 139 869.03
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	41 344.15	44 874.77
Autres dettes	332 215.99	338 340.19
DETTES - Total IV	17 595 514.59	18 335 672.75
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V)	50 718 033.45	46 791 138.55
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail	0.00	0.00
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)	0.00	0.00
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	0.00	0.00
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	0.00	0.00
Dont à moins d'un an	0.00	0.00
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0.00	0.00
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0.00	0.00

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

En Euro

Dossier : CONSO - DOSSIER DE CONSOLIDATION

(Provisoire)

	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	104 752.36	62 078.26
Ventes de prestations de services	2 308 652.56	2 169 438.72
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	26 005 000.36	24 215 992.99
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	25 332 843.26	23 491 315.96
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	340 659.98	306 936.48
Utilisations des fonds dédiés	298 322.46	275 793.10
Autres produits	3 343 327.60	3 080 062.28
Total I	32 400 715.32	30 110 301.83
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	117 819.43	50 819.88
Variation de stocks	(16 006.53)	
Achats de matières premières et autres approvisionnement	644 434.87	593 021.12
Variation de stocks	16 975.30	(7 153.80)
Autres achats et charges externes	6 740 922.54	6 256 227.73
Impôts, taxes et versements assimilés	1 732 494.29	1 612 827.28
Salaires et traitements	14 096 568.13	13 049 680.41
Charges Sociales	5 612 316.21	5 100 405.41
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	2 158 255.20	2 099 044.53
Reports en fonds dédiés	298 019.38	163 215.43
Autres charges	274.95	1 365.77
Total II	31 402 073.77	28 919 453.76
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	998 641.55	1 190 848.07
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	480 699.04	15 415.95
Total III	480 699.04	15 415.95
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	352 325.87	379 184.56
Total IV	352 325.87	379 184.56
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	128 373.17	(363 768.61)
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	1 127 014.72	827 079.46
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	14 257.99	6 948.21
Sur opérations en capital	3 675 392.61	73 165.59
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	259 237.75	228 206.40
Total V	3 948 888.35	308 320.20
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 151.71	4.81
Sur opérations en capital	4 273.13	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	366 272.28	7 560.11

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : CONSO - DOSSIER DE CONSOLIDATION

En Euro
(Provisoire)

	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
Total VI	371 697.12	7 564.92
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	3 577 191.23	300 755.28
Total des produits (I+III+V)	36 830 302.71	30 434 037.98
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	32 126 096.76	29 306 203.24
EXCEDENT OU DEFICIT	4 704 205.95	1 127 834.74



Association APED L'ESPOIR

**Annexe aux comptes annuels
de l'exercice clos le
31 décembre 2024
Montants exprimés en Euros**

Ce rapport contient 24 pages

Table des matières

1	Présentation de l'Association	1
1.1	Objet Social	1
1.2	Nature et périmètre des missions sociales	1
1.3	Descriptions des moyens mis en œuvre	2
2	Faits majeurs de l'exercice	4
2.1	Evénements principaux de l'exercice	4
2.1.1	Evénement postérieur à la clôture	5
2.1.2	Présentation des comptes	5
2.1.3	Méthode générale	6
3	Informations relatives au bilan	7
3.1	Actif	7
3.1.1	Tableau des immobilisations	7
3.1.2	Tableau des amortissements	7
3.1.3	Informations relatives à la réévaluation	7
3.1.4	Immobilisations incorporelles	7
3.1.5	Immobilisations corporelles	8
3.1.6	Immobilisations financières	9
3.1.7	Evaluation des stocks	10
3.1.8	Créances	10
3.1.9	Produits à recevoir	10
3.1.10	Valeurs mobilières de placement	11
3.1.11	Charges constatées d'avances	11
3.2	Passif	11
3.2.1	Fonds associatifs	11
3.2.2	Fonds dédiés	15
3.2.3	Provisions pour risques et charges	16
3.2.4	Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires	17
3.2.5	Provision pour médailles du travail	17
3.2.6	Etat des dettes	17
4	Informations relatives au compte de résultat	18
4.1	Résultats par établissements	18
4.2	Passage du résultat comptable au résultat administratif (activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux	19
4.3	Ventilation des produits d'exploitation	19
4.4	Ventilation de l'effectif moyen	20
4.5	Résultat exceptionnel	20
4.6	Impôt sur les bénéfices	21
4.7	Honoraires du commissaire aux comptes	21
4.8	Etat des engagements de garantie reçus	21
5	Autres informations	22
5.1	Informations relatives à la rémunération des dirigeants	22
5.2	Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition...)	22
5.3	Information sur l'absence d'obligation d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)	22



1 Présentation de l'Association

1.1 Objet Social

L'association a pour objet :

1. de contribuer au développement moral, physique ou intellectuel des personnes atteintes d'un handicap mental, éventuellement associé à des troubles instrumentaux ou d'ordre psychologique mais n'entraînant pas de restriction significative de leur autonomie, en vue de favoriser leur épanouissement, leur autonomie et leur insertion dans la vie sociale et professionnelle.
2. d'apporter à ces personnes et à leurs familles l'appui moral et matériel dont elles ont besoin,
3. de défendre les intérêts moraux, matériels et financiers de ces personnes auprès des élus, des pouvoirs publics et de toutes instances et personnes ayant à connaître de leur situation.
4. de développer entre les adhérents un esprit d'entraide et de solidarité, et d'organiser toutes manifestations favorisant la vie de l'Association.

1.2 Nature et périmètre des missions sociales

❖ Le siège social

Le siège social, créé depuis 2005, s'est structuré et renforcé ces dernières années. Il rassemble, aujourd'hui, une équipe de 20 professionnels au service des établissements.

Instrument technique du Conseil d'Administration, le siège met en œuvre de manière pratique la politique associative au moyen de fonctions supports aux établissements : administratif, ressources humaines, finance et comptabilité, informatique, sécurité, maintenance, conditions de travail, appui opérationnel, recherche et développement et éthique. Il est financé par les établissements via un % de leurs charges brutes.

- ❖ **L'Institut Médico-Éducatif (IME L'ESPOIR) financé par l'ARS**, dont l'autorisation d'ouverture est de 80 places, accueille des enfants, adolescents et jeunes adultes de 0 à 20 ans, 53 salariés travaillent au 90, avenue du Général de Gaulle à l'Isle-Adam.

- ❖ **L'Établissement et service d'aide par le travail (ESAT) l'Avenir financé par l'ARS**, dont l'autorisation d'ouverture est de 165 places et de 30 places pour le **SIAMAT (service intermédiaire d'aide et de maintien au travail)**. 37 salariés travaillent sur le site : 1, Impasse du petit moulin à Persan.

- ❖ **Le Centre d'Habitat financé par le conseil départemental du Val d'Oise** accompagne des adultes, compte 40 résidents sur son Foyer à l'Isle-Adam et 24 usagers du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale qui habitent des appartements sur les communes de l'Isle-Adam, Persan et avoisinantes et 20 sur le Foyer Logement de Persan. 36 salariés travaillent au Centre d'Hébergement, sis 34 chemin des 3 Sources à l'Isle-Adam. En 2019 ouverture du dispositif d'habitat inclusif.

- ❖ **Le Service d'Accueil de Jour avec Hébergement (SAJH) Maurice Guiot financé par le conseil départemental du Val d'Oise** accompagne des adultes. L'autorisation d'ouverture est de 44 résidents le jour et 30 la nuit et encadrés par 38 salariés. Le site est situé au 1, rue Edmond Bourgois à Persan.



- ❖ **La RAPHAVIE Les Aubins** (*Résidence d'Accueil pour Personne Handicapée Agée et/ou Vieillissante*) **financé par le conseil départemental du Val d'Oise**, accompagne des adultes vieillissants. L'autorisation d'ouverture est de 27 résidents, 19 en hébergement et 8 en accueil de jour ils sont encadrés par 23 salariés. La résidence est située au 2, allée Joseph Marie Jacquard à Bruyères sur Oise.
- ❖ **L'IME du Bois d'en Haut, financé par l'ARS**, accueille 100 enfants de 0 à 20 ans dont 25 ayant des troubles du spectre autistique et 55 déficiences intellectuelles accompagnées par 57 salariés. L'IME est situé au 7 rue du Parc à Ennery. Une extension de 30 places Hors des murs est en place depuis septembre 2019.
IME du Bois d'en Haut - le dispositif EAM HDM (Etablissement Accueil Médicalisé Hors Des Murs), financé par l'ARS, accueille 12 jeunes adultes de 20 à 25 ans Hors des Murs.
- ❖ **Le SAJH l'Horizon, financé par le conseil départemental du Val d'Oise**, accueil 36 résidents adultes hébergés, 7 résidents adultes en accueil de jour et 3 places d'accueil temporaire encadrés par 46 salariés. Le SAJH est situé 4 rue du Lieutenant Guilbert à Parmain.
- ❖ **Le Centre Médico-Psycho-Pédagogique (CMPP) de Persan/Beaumont sur Oise/l'IsleAdam, financé par l'ARS**, accueille, avec leurs familles, des enfants, adolescents et jeunes adultes de 0 à 20 ans, en difficulté sur le plan affectif, sur le plan relationnel, sur le plan du comportement, sur le plan scolaire. 22 salariés travaillent sur les deux antennes du CMPP situées au 16 rue Edouard Bourchy pour l'antenne de Beaumont sur Oise et au 15 rue Marcel Cachin pour l'antenne de Persan.
- ❖ **L'Equipe Mobile d'Appui à la Santé et aux Besoins Spécifiques (EMA-SBS)** s'adresse aux établissements d'accueil non médicalisés du Val d'Oise (foyer de vie, foyer d'hébergement, SAVS, service intermédiaire, ESAT). L'équipe est composée de conseillers techniques d'appui à la santé et aux besoins spécifiques (de formation initiale psychologue, infirmier, psychomotricien etc...). L'EMA-SBS est situé 15 rue Marcel Cachin à Persan.

En 2024, l'Association a accompagné plus de 770 enfants, adultes et leurs familles. Les personnes accompagnées sont pour la plupart domiciliées dans le Val-d'Oise, mais nous accompagnons également des personnes domiciliées hors du département. Notre proximité avec le département de l'Oise en est la principale raison.

1.3 Descriptions des moyens mis en œuvre

Moyens Humains :

Au 31/12/2024, 385 professionnels œuvraient au service de l'Association.

Il y avait 373 salariés inscrits à l'effectif et titulaires d'un contrat de travail.

Douze personnes, affectées par le Ministère de l'Education Nationale dans les IME de l'association, enseignent aux enfants.



En 2024, 313 salariés ont participé à une action de formation (individuelle ou collective) pour un total de 7 798 heures.

Moyens Matériels :

L'association est propriétaire de l'ensemble des bâtiments à l'exception des bâtiments du CMPP de Persan et de Beaumont qui sont en location. Ces biens immobiliers ont été pour la plupart construits par l'Association.

Le bâtiment d'accueil de jour du SAJH Maurice GUIOT a été acquis en 2000 par l'association. Ce bâtiment a été construit dans les années 80 et nécessite aujourd'hui de gros travaux de rénovation. Ce projet est en cours d'étude par l'Association et en lien avec le département du Val-d'Oise.

Les équipements et matériels (voitures, mobiliers, équipements...) sont principalement achetés et amortis en fonction de leur durée de vie et conformément aux normes comptables.

Les véhicules qui ne font pas l'objet d'achat par l'Association sont en location longue durée (4 ans en moyenne).

L'Association dispose à travers l'ESAT AVENIR d'une cuisine centrale qui assure et livre les repas à l'ensemble des établissements de l'Association.

Elle dispose également d'une blanchisserie qui nettoie le linge des résidents de nos établissements et d'un atelier ménage qui procède au nettoyage des établissements de l'Association.



2 Faits majeurs de l'exercice

2.1 Evénements principaux de l'exercice

Les faits significatifs au cours de l'exercice sont les suivants :

CPOM 2022-2026 :

Nous avons signé un nouvel avenant (n°2) à notre CPOM 2022-2026 en date du 31 mai 2024 afin d'intégrer la MAS HDM suite à son autorisation de 12 places à compter du 1er septembre 2023 ainsi que les services EMA-IAJ et EMA-PADH de la RAPHAVIE.

Un avenant n°3 a également été signé en décembre 2024 afin d'intégrer l'extension de 10 places de l'IME BDH pour le projet VEXIN à compter du 1 septembre 2024.

Cet avenant est venu modifier le périmètre du CPOM, la base de financement ainsi que les Objectifs. De fait, l'ensemble des établissements de l'APED sont sous CPOM.

Revalorisation LAFORCADE-SEGUR-INDEMNITE METIERS SOCIO-EDUCATIFS :

Nous avons perçu de la part du CD95 une subvention d'exploitation à hauteur de 595 330€ (-57 201€ par rapport à 2023) pour financer en 2024 les revalorisations Laforcade-Métiers socio-éducatifs des établissements de compétence départementale. Ce montant n'a pas été intégré dans la dotation globale de financement de façon pérenne.

L'ARS a augmenté la base pérenne de la dotation globale des établissements pour le financement des revalorisations dès 2023.

Revalorisation SEGUR POUR TOUS :

Aucun versement complémentaire de la part du CD95 suite à l'accord du 4 juin 2024 relatif à l'extension du Ségur dans le cadre de la politique salariale, agréé et publié au JO le 26 juin dernier. Par conséquent, cette nouvelle charge à hauteur de 211 036€ a un impact significatif sur les résultats 2024.

L'ARS, par décision tarifaire N°26286 portant modification a augmenté la base pérenne de la dotation globale des établissements pour le financement du SEGUR POUR TOUS à hauteur de 350 452.41€.

IME ESPOIR :

Le solde de la subvention d'un montant de 193 800€ du Conseil Régional reste à recevoir au 31/12/2024. Le versement de ce solde est conditionné à l'obtention du label énergétique suite aux travaux. En 2024, nous n'avons toujours pas eu ce label. Nous travaillons étroitement avec les bureaux de contrôle afin d'obtenir le label.

IME du Bois d'En Haut :

Un nouveau projet « Vexin » de l'IME BDH a ouvert en septembre 2024 lequel nous avons eu un financement de l'ARS à hauteur de 194 504€.

Son budget en année pleine s'élève à 466 809€, pour une extension de la capacité d'accueil de 10 places.



EAM HDM (PASS'HDM)

Année pleine du nouveau dispositif PASS'HDM qui s'est ouvert en septembre 2023 et qui accueille 12 jeunes adultes de 20 à 25 ans Hors des Murs.

Ce dispositif est rattaché à l'IME BDH (Direction) et son budget en année pleine s'élève à 750 148€ (+500 052€ par rapport à 2023).

ESAT L'AVENIR :

Le projet d'adaptation de l'offre de l'ESAT pour lequel nous avons perçu un CNR investissement (dans le cadre d'un AAC) de l'ARS d'un montant de 600 000€ en 2019 se poursuit. Au 31/12/2024, des dépenses à hauteur de 210 608€ ont été réalisées concernant l'étude pour la rénovation et l'adaptation des locaux.

Les travaux d'extension commenceront en 2025 et la réception de chantier est prévue pour 2026.

SIEGE SOCIAL :

L'Association a décidé d'apporter un soutien opérationnel complémentaire aux établissements et services. La direction générale adjointe est en charge de cette dimension où un poste d'adjoint et un poste de chargé du système d'information et de la communication viennent renforcer la chargée QVCT/HSE et la chargée Ethique/Philosophique.

ASSOCIATION :

L'Association a vendu le terrain de l'Isle-Adam pour la somme de 3 610 040€ en 2024, c'est la raison du résultat 2024 exceptionnelle pour l'Association. Lors de cette vente, une convention a été signée avec un bailleur social pour bénéficier d'un logement pour accueillir l'internat de l'IME l'ESPOIR et 11 logements pour le dispositif Habitat Inclusif (AVP).

L'Association a changé de président et de vice-présidents. Lors de la séance de Conseil d'Administration du 18 juin 2024, Monsieur Arnaud JOMARD a été élu Président, Madame Béatrix DELORT et Monsieur Laurent ROSSI vice-présidents pour la durée de leur mandat restant d'administrateur.

L'Association a lancé des travaux fin 2024 pour une revisite des statuts et pour élaborer un règlement de fonctionnement.

2.1.1 Evénement postérieur à la clôture

2.1.2 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.



2.1.3 Méthode générale

Le règlement ANC 2018-06 s'applique depuis le 1^{er} janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06, ANC 2019-04 et plan comptable M22bis pour le secteur social et médico-social, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.



3 Informations relatives au bilan

3.1 Actif

3.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	676 408	144 259	32 639	788 029
Immobilisations corporelles	56 318 489	547 477	668 277	56 197 689
Immos corporelles en cours	112 275	113 929	23 860	202 344
Immobilisations financières	196 749	8 680	2 200	203 229
Immos incorporelles en cours				-
TOTAL	57 303 922	814 345	726 976	57 391 291

3.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	491 982	27 343	32 639	486 687
Immobilisations corporelles	25 749 640	2 126 357	655 419	27 220 578
Immoilisations financières	0	0	0	
Dépréciation Matériels de transport	0	0	0	
Dépréciation Immo, Financières	39	0	0	39
TOTAL	26 241 661	2 153 700	688 057	27 707 304

3.1.3 Informations relatives à la réévaluation

Il n'y a pas eu de réévaluation de pratiquée au cours de l'exercice.

3.1.4 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.



3.1.4.1 Principaux mouvements

- Sans objet.

3.1.4.2 Frais d'établissement

- Sans objet

3.1.4.3 Frais de recherche et développement

- Sans objet

3.1.4.4 Méthode d'amortissement

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Frais d'établissement	Linéaire	5 ans
Frais de recherche et de développement	Linéaire	2 à 10 ans
Logiciels et progiciels	Linéaire	3 à 4 ans

3.1.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

3.1.5.1 Evaluation

- Frais d'acquisition

Les frais d'acquisition sont compris dans le coût d'entrée des immobilisations.

3.1.5.2 Principaux mouvements

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice sont notamment représentés par :



Nature de l'immobilisation	Montants	
	Investissements directs	Crédit-Bail
Terrains	-	
Construction	-	
Installation Techniques	67 260	
Autres Immos Corporelles	480 217	
Immos incorporelles	144 259	
Immo en cours	113 929	
total	805 665	

Les principales diminutions sont :

- Matériel : 277 633€ suite au remplacement de matériel pour les ateliers Espaces verts et cuisine centrale de l'ESAT en 2024.

3.1.5.3 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Constructions	Linéaire	15 à 50 ans
Installations techniques,	Linéaire	4 à 10 ans
Matériel et outillage industriels	Linéaire	4 à 10 ans
Matériel de transport	Linéaire	4 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

3.1.6 Immobilisations financières

3.1.6.1 Principaux soldes

- Autres titres : 151 929 €
- Dépôts et Cautionnements : 25 040 €

3.1.6.2 Immobilisations financières

Types d'immobilisations	Valeur
Participations	11 847,56
Dépôts et Cautionnements	25 039,69
Cautions	-
Autres Créances Immobil.	14 412,63
Autres titres immobilisés	151 929,49



3.1.7 Evaluation des stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode FIFO. Le coût d'achat est composé du montant facturé par le fournisseur.

Le montant des produits stockés au 31/12/2024 est de 94 437€

3.1.8 Créances

Créances(a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Créances de l'actif circulant	10 168	10 168	
Créances clients et comptes rattachés	1 432 357	1 270 334	162 023
Autres	1 500 028	1 500 028	
Charges constatées d'avance	- 1 128	- 1 128	
TOTAL	2 941 425	2 779 402	162 023
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

3.1.9 Produits à recevoir

	MONTANT AU 31/12/2024
Conseil Régional d'Ile-de-France	193 800
MAIF Assurance	2 563
UNIFAF (OPCO)	48 035
Conseil Départemental du Val d'Oise	358 738
ARS	608 897
Autres	205
TOTAL	1 212 239

Il y a un solde de 193 800€ restant à percevoir concernant la subvention octroyée par le conseil Régional d'Ile-de-France pour la rénovation du château de l'IME l'Espoir.

Il y a également 140 804€ de produits à recevoir par le conseil départemental du VAL D'OISE concernant les produits des résidents non financés dans l'année car considéré par le financeur lors de l'arrêté de tarification comme des Hors Val d'Oisiens ou à titre payant.

3.1.10 Valeurs mobilières de placement

Il n'y a plus de portefeuille de valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2024.

3.1.11 Charges constatées d'avances

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges d'exploitation afférentes à l'exercice 2025.

3.2 Passif

L'entité gestionnaire distingue dans ses fonds propres, les fonds propres restituables qui constituent les « fonds propres de l'activité sociale et médico-sociale (SMS) sous gestion contrôlée ». Sont concernés le résultat, le report à nouveau et les réserves.

3.2.1 Fonds associatifs

3.2.1.1 Tableau de variation des fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	TRANSFERT	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	463 432					463 432
Fonds propres avec droit de reprise						
Ecart de réévaluation						
Réserves	17 211 084	1 504 458		82 968	0	18 632 574
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	14 553 630	1 504 458		82 968		15 975 120
Report à nouveau	374 000	-376 624	0	0	0	-2 623
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	390 107	-362 393	0	0	0	27 714
Excédent ou déficit de l'exercice	1 127 834	-1 127 834	4 704 206			4 704 206
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 093 677	-1 093 677	1 093 677			1 093 677
Situation nette (sous-total)	19 176 350	0	4 704 206	82 968	0	23 797 589
Fonds propres consommables	0					0
Subventions d'investissement	1 435 316			61 322		1 373 994
Provisions réglementées	6 523 754		361 753	254 432	0	6 631 075
TOTAL	27 135 421	0	5 065 959	398 722	0	31 802 658

3.2.1.2 Réserve pour projet associatif

Le « projet de l'entité », est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité pour réaliser l'objet social rappelé en première partie de cette Annexe.

Au 31 décembre 2024 la réserve atteint 119.987.85€ à raison de 50.000 € pour l'association et 69 987.85 € pour l'ESAT l'Avenir ATELIERS.

3.2.1.3 Report à nouveau avant répartition du résultat

En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale sous gestion contrôlée de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

— Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée ;

— Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.

Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débit	Crédit
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité)	10 906	
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée :		
• Charges et produits dont la prise en compte est acceptée		1 283 867
• Charges rejetées, rejet objet d'un recours	213 607	
• Charges et produits dont la prise en compte est différée	1 061 978	
Solde	1 286 491	1 283 867

3.2.1.4 Résultat par activité ou établissement

Le CASF fixe les règles.

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
- ASSOCIATION		3 619 393
- ESAT ATELIER		94 312
- AVP		9 484
Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		
- SIEGE		415 707
- IME L'ESPOIR	59 520	
- IME du bois d'en haut		234 565
- MAS HDM		120 961
- ESAT SOCIAL	31 677	
- EMA SBS		145 808
- FOYER HABITAT		82 493
- SAJ	128 614	
- RAPHAVIE	21 949	
- SAJ HORIZON		42 197
- SIAMAT		23 103
- CMPP		157 946
Résultat de l'exercice		4 704 206

3.2.1.5 Subventions d'investissements sur biens non renouvelables

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	1 946 570			1 946 570
Quotes-parts virées au résultat	511 254	61 322		572 576
Montant net en fonds propres	1 435 316	-61 322	0	1 373 994
Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Subventions investissements biens non renouvelables	1 435 316	0	61 322	1 373 994
Subventions Départements	1 400 196	-	61 322	1 338 874
Subventions Régions	35 120	-	-	35 120
Taxes d'apprentissage (IME)	- 0		-	- 0

3.2.1.6 Provisions réglementées

(Article 131-3) Notre entité gestionnaire comptabilise (dotations) les provisions règlementées suivantes lorsqu'elles sont pratiquées dans le compte administratif de nos ESSMS gérées :

- Provisions pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS (réserve de trésorerie),
- Provisions afférentes aux plus-values nettes de cessions d'actifs (immobilisés, circulants) des ESSMS
- Provisions pour produits financiers des ESSMS (placements possibles de trésorerie ESSMS sans risque de dépréciation), dotation contrepartie des produits financiers

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Transfert	Solde à la fin de l'exercice
Provisions Réglementées	6 523 754	361 753	254 432	0	6 631 075
Réserve de trésorerie	217 372	-	-	-	217 372
Provision relatives aux immobilisations	6 051 865	342 493	254 432	-	6 139 926
Réserve plus values nettes d'actif	254 517	19 260	-	-	273 777

3.2.2 Fonds dédiés

L'article 132-1 du règlement n°2019-04 précise que désormais à la clôture de l'exercice, sont comptabilisés en fonds dédiés, si les conditions prévues à l'article 132-1 du règlement ANC n° 2018-06 sont satisfaites et en particulier leur affectation par l'autorité de tarification à un projet défini, les montants non utilisés provenant des contributions accordées par l'autorité de tarification suivantes :

— Les contributions financières pour financer le renouvellement des immobilisations en vertu de l'article D 314-206 du code de l'action sociale et des familles (provision réglementée dans comptes administratifs) ;

En application de l'article 132-1, le solde du compte de provision réglementée pour renouvellement des immobilisations à la clôture de l'exercice précédent l'exercice de première application du présent règlement a été transféré au compte de fonds dédiés concerné à l'ouverture du premier exercice d'application du présent règlement.

— Les autres contributions accordées, au cours de l'exercice ou dans le cadre de la réalisation d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen, affectées par le financeur (autorité de tarification).

Ces fonds dédiés sont dénommés « fonds dédiés sur contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS » et ainsi distingués dans le tableau ci-dessous. Ils fonctionnent selon les modalités prévues aux articles 132-3 à 132-4 du règlement précité.

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts Compte	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	107 391	0				107 391	0
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS	994 656	300 503	300 809	0	0	994 350	20 000
Contributions financières d'autres organismes	0					0	0
Ressources liées à la générosité du public	363					363	363
TOTAL	1 102 410	300 503	300 809	0	0	1 102 103	20 363

3.2.3 Provisions pour risques et charges

3.2.3.1 Tableau des provisions pour risques et charges

Situations et mouvements	A	B	C		D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentation s : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Transfert	Provision à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	0				0
Provisions pour charges	217 635	120	0		217 755
Provisions pour reversement d'une subvention suite à la non-atteinte des objectifs fixés dans la condition résolutoire	0				
TOTAL	217 635	120			217 755

3.2.4 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Aucun engagement particulier, hors les dispositions de la CCNT du 15/03/1966, n'a été pris.

3.2.5 Provision pour médailles du travail

Sans objet

3.2.6 Etat des dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Emprunts et dettes financières diverses	2 300		2 300	
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :	14 078 554	965 709	3 356 066	9 756 779
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	849 158	849 158		
Dettes fiscales et sociales *	2 291 943	2 291 943		
- dont provision pour congés payés	1 143 418	1 143 418		
- dont dettes fiscales *	268 031	268 031		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	41 344	41 344		
Dettes diverses d'exploitations	17 134			17 134
Autres dettes	315 082	315 082		
Produits constatés d'avance	-	-		
TOTAL	17 595 515	4 463 236	3 358 366	9 773 913
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	959 046			
(*) cotisation formation, effort de construction, taxe sur les salaires, tva.				
(b) non compris avances et acomptes reçus sur commandes en cours				

4 Informations relatives au compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

4.1 Résultats par établissements

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre (=Libre)		
- ASSOCIATION		3 619 393
- ESAT ATELIER		94 312
- AVP		9 484
Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)		
- SIEGE		415 707
- IME L'ESPOIR	59 520	
- IME du bois d'en haut		234 565
- MAS HDM		120 961
- ESAT SOCIAL	31 677	
- EMA SBS		145 808
- FOYER HABITAT		82 493
- SAJ	128 614	
- RAPHAVIE	21 949	
- SAJ HORIZON		42 197
- SIAMAT		23 103
- CMPP		157 946
Résultat de l'exercice		4 704 206

4.2 Passage du résultat comptable au résultat administratif (activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

	IME	IME BDH	MAS HDM	ESAT	EMA SBS	CMPP	SAJH MG	SAJH HORIZON	CENTRE HABITAT	RAPHAVIE	SIAMAT
Résultat comptable	-59 519,69	234 564,63	120 961,21	-31 677,47	145 807,85	157 945,50	-128 614,49	42 196,90	82 492,71	-21 949,05	23 102,53
résultat N-2 à incorporer							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RAN des activités sociales et médico-sociales prise en compte différée (provision congés payés)	18 367,00	23 656,04	4 428,20	2 343,12	2 909,12	586,60	-5 358,64	-4 835,43	-38 831,55	1 732,74	-1 917,00
Reprise résultat 2020 compte 115 (CRETON)	100 180,00	78 887,45	0,00	0,00	0,00	0,00					
Résultat administratif	59 027,31	337 108,12	125 389,41	-29 334,35	148 716,97	158 532,10	-133 973,13	37 361,47	43 661,16	-20 216,31	21 185,53

4.3 Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation

	2024	2023
Ressources propres (cotisations, prestations de service...)	2 221 023	2 055 621
Subventions	672 157	724 677
Concours publics	25 332 843	23 491 316
autres produits	4 174 692	3 838 688
Total	32 400 715	30 110 302

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
Concours publics		14 533 887	10 749 919		49 037	25 332 843
Subvention d'exploitation			658 980		13 177	672 157
Subvention d'investissement						0

4.4 Ventilation de l'effectif moyen

Catégories	Personnel salarié	Hommes	Femmes
- Cadres	62	11	51
- Non Cadres	311	61	250
TOTAL	373	72	301

Précisions :

Au 31/12/2024 il y avait 373 salariés inscrits à l'effectif et titulaires d'un contrat de travail. Douze personnes, affectées par le Ministère de l'Education Nationale dans les IMEs de l'association, enseignent aux enfants.

Au 31/12/2024, 385 personnes physiques œuvraient au service de l'Association.

Les salariés en contrats de professionnalisation (3) les salariés en contrats d'apprentissage (8) et les salariés en contrat aidés (CAE-CUI-EA 0 personne) sont comptabilisés dans le tableau ci-dessus.

4.5 Résultat exceptionnel

Au 31 décembre 2024, le résultat exceptionnel se présente de la manière suivante :

- Produits sur exercices antérieurs	+14.258
- Produits de cession sur éléments d'actif	+3.614.027
- Quote part de subvention ramenée au résultat	+61.322
- Autres produits exceptionnels	+43
- Reprise sur provisions réglementées	+259 238
- Reprise sur provisions pour risques et charges	+0
Total des produits exceptionnels	+3 948 888
- Valeur nette comptable des immobilisations cédées	-3.904
- Autres charges exceptionnelles	-1.521
- Dotation aux amortissements exceptionnelles	-4.519
- Dotation aux provisions réglementées	-361.753
Total des charges exceptionnelles	-371 697
Résultat exceptionnel	+ 3 577 191

4.6 Impôt sur les bénéfices

Sans objet. L'association n'est pas assujettie à impôts commerciaux, à l'exception des activités professionnelles et commerciales de l'ESAT qui sont soumises à la TVA.

4.7 Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes prise en charge sur l'exercice pour sa mission légale se sont élevés à : 18 331€

4.8 Etat des engagements de garantie reçus

N° de contrat	Capital souscrit	Capital restant dû au 31/12/2024	Garantie en %		Garantie en euros au 31/12/2024	
			Conseil Départemental du Val d'Oise	Communes	Conseil Départemental du Val d'Oise	Communes
MIN229756EUR/0237846	2 000 000,00	150 000,00	50%	50%	75 000,00	75 000,00
MON245347EUR/0257153	905 000,00	160 104,62	50%	50%	80 052,31	80 052,31
N° 097408C CREDIT COOP(R	1 650 796,00	1 176 192,15	50%	50%	588 096,08	588 096,08
MON256122EUR/0271430	1 625 000,00	575 521,04	50%	50%	287 760,52	287 760,52
MPH257742EUR/273295	1 625 000,00	568 750,00	50%	50%	284 375,00	284 375,00
N° 097409C CREDIT COOP(R	3 100 000,00	2 208 750,00	50%	50%	1 104 375,00	1 104 375,00
N° 097349C CREDIT COOP(R	2 078 571,00	1 585 713,89	50%	50%	792 856,95	792 856,95
N° 097407C CREDIT COOP(R	4 162 500,00	3 300 000,00	50%	50%	1 650 000,00	1 650 000,00
PRÊT PHARE	2 533 441,00	2 076 192,21	50%	50%	1 038 096,11	1 038 096,11
TOTAL	20 871 255,14	11 801 223,91			5 900 611,96	5 900 611,96

Détail des garantis par commune :

PARMAIN (95620) : 2 688 096.11€
 PERSAN (95340) : 1 315 283.91€
 L'ISLE-ADAM (95290) : 1 104 375.00€
 BRUYERES SUR OISE (95820) : 792 856.95€

5 Autres informations

5.1 Informations relatives à la rémunération des dirigeants

L'association ne rémunère aucun dirigeant bénévole dans le cadre de l'article 261-7.1°d du code général des impôts.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations brutes et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants salariés s'est élevé à 219 936 € en 2024.

5.2 Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition...)

Notre entité a décidé de ne pas comptabiliser les contributions volontaires en nature, car elle ne dispose pas des éléments fiables chiffrés de ces avantages. Il s'agit essentiellement des éléments suivants :

L'Association bénéficie du travail bénévole de différentes personnes :

- Pour les besoins de la campagne « Cartes de vœux et objets de Noël »
- Pour l'administration et la représentation de l'Association.

Ce bénévolat n'a pas pu être comptabilisé car il est difficile de le recenser.

5.3 Information sur l'absence d'obligation d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

Percevant des dons pour un montant inférieur à 153K€, notre entité n'est pas soumise aux obligations d'établissement d'un compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public visant les associations, fondations, fonds de dotation faisant appel à la générosité du public.